

In. Exp. *LS*
Réf. No. *27881*
.....
.....

NOUS, ALBERT II, ROI DES BELGES,
A TOUS, PRESENTS ET A VENIR, FAISONS SAVOIR :

que le Tribunal de Première Instance séant à Bruxelles,

a rendu la décision dont le texte suit :

EXPEDITION

délivrée à la,
partie Ass. *inter*
Sous. Aut. *Lucasch. 457*

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE BRUXELLES

N° 08/932/C du rôle des référés

Annexes : 1 citation
1 conclusion

Mesures provisoires – art. 584 C.J.

1 copie
DOSS.

en cause de

La **SA de droit grec GS1 HELLAS**, représentée par Madame Evanthia Dimou, Présidente et Directrice, dont le siège social est établi à G-14562 Kifissia, Athènes (Grèce), place Ag. Dimitriou 5 & rue D. Kyriakou 2 ;

*partie demanderesse,
représentée par Me. Melin Yves, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 250 bte 65;*

contre

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE SANS BUT LUCRATIF GS1, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 326 et inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises ;

*partie défenderesse,
représentée par Me. Constantini Alain et Me. Petre Marie, avocats à 1040 Bruxelles, avenue d'Auderghem 22-28;*

* * *

En cette cause, il est conclu et plaidé en français à l'audience publique du 10 juin 2008.

Après délibéré le président du tribunal de première instance rend l'ordonnance suivante :

Vu :

- la citation en référé signifiée par exploit de Me. Rubbens Rodriguez, huissier de justice suppléant en remplacement de Me. Schepkens Philippe, huissier de justice de résidence à 1050 Ixelles, le 2 juin 2008;
- les conclusions de la partie défenderesse, déposées le 10 juin 2008 ;

Entendu en leurs plaidoiries les conseils des parties :

REPERT.
N° 08/30459

1653
C8

L+1

OBJET DE LA DEMANDE

1. Visant une situation d'urgence dans sa citation introductive d'instance, la société anonyme de droit grec, GS1 Hellas, demande :

- d'ordonner la suspension de la décision d'exclusion adoptée à son encontre lors de l'assemblée générale du 21 mai 2008 de l'aisbl GS1,
- sous peine d'astreinte pour chaque jour où GS1 Hellas ne sera pas pleinement à même d'exercer sa qualité de membre de l'aisbl GS1, en ce compris l'accès aux différentes bases de données nécessaires à l'offre et la bonne gestion du système GS1 en Grèce.

2. L'aisbl GS1 formule une demande reconventionnelle afin de :

- condamner GS1 Hellas à se conformer en tous points à la décision d'exclusion en sa qualité d'organisation membre de GS1, prononcée par l'assemblée générale de GS1 du 21 mai 2008, dans l'attente d'une décision définitive à intervenir au fond quant à la validité de ladite décision d'exclusion, et en conséquence,
- faire interdiction à GS1 Hellas de se présenter vis-à-vis de tout tiers comme organisation membre de GS1,
- faire interdiction à GS1 Hellas d'utiliser les marques verbales et figuratives GS1 sur le territoire grec,
- sous peine d'astreinte.

CONTEXTE DES DEMANDES

3. GS1 est une association internationale sans but lucratif de droit belge. Les statuts relatifs à cette aisbl sont publiés aux annexes du Moniteur belge le 3 octobre 2005.

Cette association agissait auparavant sous une autre dénomination sociale (EAN) sans que nous ne disposions d'informations concernant sa structure sociétaire antérieure.

Son objet social, tel que défini à l'article 2 de ses statuts est notamment « *la mise en place d'un système global multi-industriel d'identification et de communication de produits et services, basée sur des standards reconnus au niveau international et guidée par le monde des affaires* ».

Ainsi, elle a mis en place un système de 'code-barres' permettant, notamment, de suivre les produits (mais également

les services) tout au long de la chaîne logistique, de la production à la vente au consommateur final. Ce système participe de manière importante au travail en flux tendu qui consiste à limiter les stocks au minimum tout au long de la chaîne de production.

En vertu des statuts de GS1 tels que publiés:

- les membres de l'aisbl doivent être des organisations nationales ou plurinationales,
- chaque membre a le droit de gérer le système de standards sur son territoire et être le seul représentant de GS1 et de EPCglobal Inc pour ce territoire,
- chaque membre est tenu de promouvoir le but de GS1, de fournir assistance pour la mise en œuvre aux utilisateurs des standards, de maintenir l'assistance du marché et de l'industrie dans son territoire.

A l'heure actuelle, GS1 compte 108 membres répartis au travers le monde.

4. Il résulte des rapports annuels de l'aisbl relatifs aux années 1988 à 2001 que « EAN Hellas- Hell. CAN sa, Hellenic Centre of Article Numbering » était le membre reconnu de l'association pour la Grèce.

A partir de l'année 2002, les rapports annuels ne font plus mention de la forme sociétaire de son membre en Grèce mais l'identité du membre est restée inchangée « EAN Hellas – Hell CAN ».

Dans le rapport annuel 2003-2004, la mention « EAN Hellas – Hell CAN » est suivie de la mention GS1 » et dans le rapport 2004-2005, il est uniquement fait mention des coordonnées des différents membres GS1 pour les différents pays.

Divers contrats de licences de marques ont été conclus entre l'association et son membre grec à savoir : un contrat conclu le 1 juin 1994 avec la sa Hellenic Centre Of Article Numbering – Hell. C.A.N., un autre conclu entre les mêmes parties le 1er novembre 1996 et finalement un contrat conclu le 7 novembre 2005 entre l'aisbl GS1 et la sa GS1 Greece.

5. Aucune des parties ne conteste que le membre de l'aisbl qui a été exclu est la société anonyme GS1 Hellas, actuellement partie au litige. Il se déduit de correspondance que GS Hellas est la dernière dénomination en date du membre grec, sans cependant que les statuts ou autre documents officiels relatifs à ce changement de dénomination ne soient déposés, ou toute

autre correspondance à cet égard entre l'aisbl et son membre grec.

6. Par courriel du 15 mars 2007 à la représentante de GS1 en Grèce, Madame Walsh, représentante de l'aisbl, précise que le membre grec de l'aisbl contrevient à diverses conditions d'admissions fixées par les statuts de l'aisbl. Il y est ainsi précisé que le membre grec enfreint :

- l'article 6(h) des statuts en ce que son comité de direction ne comprend aucun utilisateur des standards,
- l'article 6 (g) des statuts en ce que les organisations membres doivent opérer sur une base non marchande et qu'en 1985 elle a accepté comme membre pour la Grèce une société civile sans but lucratif mise en place par la Fédération des Industries Alimentaires Grecques et du Conseil National des Entreprises Libres et non la société, sans aucune représentation de la communauté des utilisateurs, constituée en 2006.

Madame Walsch clôture son courriel en précisant : « *Afin de se conformer à vos obligations envers GS1, GS1 Hellas doit au moins avoir un Comité de Direction élu qui représente et rend compte aux sociétés utilisatrices. Nous sommes disposés à vous aider pour résoudre ce problème et mettre en exécution les procédures pour parvenir au Comité de Direction requis pour GS1 Hellas* ».

7. Dans un courriel en réponse du 19 mars 2007, Madame Dimou, de GS1 Hellas, précise que la société civile sans but lucratif acceptée en 1985 n'a pu être mise sur pied et qu'une société commerciale, Helican sa, a été constituée en 1989, ce dont EAN International a été informée. Elle y précise également qu'Helican sa a été transformée en GS1 Hellas sa en 2006.

8. L'aisbl considère que cette réponse n'est pas suffisante.

Les parties se rencontrent à plusieurs reprises pour tenter de trouver une solution, dont notamment le 28 mars 2008.

Les parties ne parviennent pas à s'accorder.

9. Le 21 avril 2008, l'aisbl adresse à ses différents membres l'ordre du jour relatif à l'assemblée générale du 21 mai 2008, dont notamment la question de l'exclusion de GS1 Hellas de l'aisbl.

Cette assemblée générale clôture une session de réunions de l'aisbl programmées pour les 19 au 21 mai 2008, à Dubrovnik.

10. L'ordre du jour est libellé comme suit :

« Exclusion de GS1 Grèce pour violation de :

- article 7 (a) des statuts et, en particulier, de l'article 6(b) et (g) ou (h) des statuts et/ou

- article 7(d) des statuts et, en particulier, l'article 3, premier paragraphe second tiret des statuts ».

11. Par courrier du 22 avril 2008, l'aisbl attire l'attention de GS Hellas sur l'ordre du jour de l'assemblée générale fixée au 21 mai 2008, joint un explicatif de la demande d'exclusion et lui demande, notamment, si elle sera accompagnée de son avocat lors de l'assemblée générale et si elle souhaite dresser un mémoire en défense, qui devrait alors être envoyé à l'aisbl au plus tard le 14 mai 2008.

12. Les avocats de part et d'autre s'échangent divers courriers faisant état du point de vue de leurs clientes respectives.

13. Par courriel du 14 mai 2008, GS1 Hellas adresse à tous les membres de l'aisbl son point de vue quant à la proposition d'exclusion.

14. Le 21 mai 2008, GS1 Hellas, assistée de son avocat, défend son point de vue oralement lors de l'assemblée générale, et dépose un mémoire en défense.

15. Dans un courrier officiel du 22 mai 2008 adressé au conseil de GS1 Hellas, le conseil de l'aisbl :

- précise que GS1 Hellas a refusé de signer pour réception, à l'issue de l'assemblée générale, un courrier relatant la décision d'exclusion prise valablement,
- et confirme dès lors cette exclusion, avec effet immédiat.

16. Dans un courrier du 23 mai 2008, le conseil de GS1 Hellas soulève qu'il n'est pas certain que la décision a été prise valablement, au regard de l'article 9 des statuts de l'aisbl, étant donné que le vote a eu lieu à main-levée.

17. Par courrier du 2 juin 2008, le conseil de l'aisbl communique :

- au conseil de GS1 Hellas le procès-verbal de ladite assemblée générale, avec le décompte des voix,
- précise que la décision d'exclusion a été notifiée à GS1 Hellas par télécopie, courrier recommandé avec accusé de réception et courrier express, ce dernier n'ayant pas été réceptionné,
- annonce dès lors la notification par voie d'huissier de justice, laquelle est intervenue par la suite,
- souligne que le contrat de licence de marques du 7 novembre 2005 a pris fin de plein droit le 21 mai 2008 conformément aux termes de son article 3(a).

18. GS1 Hellas lance sa citation en référé le 2 juin 2008.

19. Par courrier officiel du 6 juin 2008, le conseil de GS1 Hellas considère que :

- le décompte des voix et personnes présentes lors de l'assemblée générale du 21 mai 2008 ne correspond pas à la réalité,
- la décision d'exclusion a été prise en violation des droits de la défense de sa cliente, constitue un abus de droit et est restrictive de la concurrence et partant est nulle de plein droit,
- la relation contractuelle relative à la licence de marque est toujours en cours.

APPRECIATION

A/ Considérations générales

20. La procédure en référé est une procédure d'exception en ce sens qu'elle ne peut aboutir que pour autant que les conditions précisées à l'article 584 du Code judiciaire soient remplies. Ce n'est que si ces conditions sont effectivement remplies que le juge des référés se penche alors sur le sort à réserver à la demande qui est formulée.

Sont ainsi visées par l'article 584 du Code judiciaire la condition de l'urgence et du provisoire.

21. Les statuts de l'aisbl précisent :

- en leur article 3, §2 « Les conditions pour qu'une organisation nationale ou plurinationale puisse postuler pour devenir membre de GSI sont les suivantes :
 - justifier d'un statut légal (...),
 - justifier que ce statut prévoit une représentation appropriée des producteurs et distributeurs (gros & détail)
 - (...) »,

- en leur article 6 : « chaque membre du GSI aura l'obligation de :
 - a) (...)
 - b) respecter les statuts de GSI, le règlement d'ordre intérieur et les décisions de l'assemblée générale,
 - c) à f) ...
 - g) opérer sur une base non-marchande,
 - h) avoir un comité de direction formé d'utilisateurs de standards,
 - ... »,

- en leur article 7 : « La qualité de membre de GSI disparaît soit par (...) soit par exclusion.

Une Organisation Membre peut être exclue de l'association par vote de l'assemblée générale, si de l'avis du Comité de Direction le membre :

- a) ne respecte plus les présents statuts et ses obligations de membre,
- b) et c) ...
- d) cesse de remplir une quelconque condition d'admission décrite dans les présents statuts.

L'assemblée est saisie par le comité de direction d'une demande d'exclusion, accompagnée des faits et considérations ayant mené à cette action. L'occasion sera donnée à l'organisation membre de se défendre devant l'assemblée générale avant que la décision finale ne soit prise. (...) »

B/ L'urgence

22. Il y a urgence au sens de l'article 584 du Code judiciaire dès que la crainte d'un préjudice d'une certaine gravité, voire d'inconvénients sérieux, rend une décision immédiate souhaitable (voir Cass., 13 septembre 1990, Pas., 1991, I, p.41).

Il n'y a toutefois pas lieu à référé lorsque le demandeur a trop tardé à saisir le juge des référés ou s'il a provoqué lui-même la situation d'urgence dont il se prévaut sauf si la situation existante est aggravée par des faits nouveaux ou par l'effet de sa simple durée.

Le recours à la procédure en référé est, par ailleurs, limité aux litiges pour lesquels la procédure ordinaire n'est pas en mesure d'apporter une solution dans des délais utiles et efficaces.

23. S'il est exact qu'il appartient aux membres de l'aisbl GS1 de faire le nécessaire pour continuer à répondre aux critères d'admissibilité en tant que membres de l'association (tel que précisé à l'article 7, §2 d des statuts de l'aisbl), la situation est devenue critique pour GS1 Hellas du fait de la décision d'exclusion avec effet immédiat sachant qu'il n'est pas contesté que les activités relatives à l'objet social de l'aisbl fournissaient des revenus à GS1 Hellas.

Il en va de même pour la demande reconventionnelle formulée par l'aisbl : c'est à dater de la décision d'exclusion avec effet immédiat qu'il devient critique pour elle que GS1 Hellas cesse effectivement ses activités relatives à l'objet social de l'aisbl.

24. Dans ces circonstances, la condition de l'urgence telle qu'entendue par l'article 584 du Code judiciaire est bel et bien remplie tant pour la demande principale que pour la demande reconventionnelle.

C/ Le provisoire

25. Au regard des demandes formulées de part et d'autre, la condition du provisoire est également remplie en ce que cette condition a, en réalité, trait à l'autorité qui est réservée à la décision qui est prise en référé. (voir notamment à cet égard P. Marchal, Rep. Not., v° 'Les référés', p.63, n°29 ; J. Englebert, 'Le référé judiciaire : principes et questions de procédure' in x. Le référé judiciaire, p.25 et suiv.).

D/ Pouvoir d'appréciation du juge des référés

26. Le juge des référés ne dispose cependant que d'un pouvoir d'appréciation marginal de la décision prise par l'assemblée générale de l'aisbl. Il lui appartient d'en contrôler la légalité (respect des conditions légales et statutaires) et non pas l'opportunité. (voir notamment en ce qui concerne les décisions prises par les organes sociaux, P. Marchal, op cit, p.135, n°142).

Dans la même optique, en matière contractuelle cette fois, le juge des référés ne peut accorder à une partie ce qu'elle ne pourrait obtenir du juge du fond. Ainsi, il ne peut méconnaître le caractère irréversible d'une résiliation, ni les effets de la volonté d'une des parties au contrat (voir P. Marchal, op cit, p.132, n°135).

E/ La demande en suspension de la décision d'exclusion en tant que membre de l'aisbl GS1

27. Le contrôle marginal de la légalité de la décision d'exclusion prise par l'aisbl permet au juge des référés d'examiner les objections soulevées par SG1 Hellas auxquelles nous répondons une par une ci-dessous.

Précisons par ailleurs qu'au regard de la nature de la demande formulée, le droit belge est applicable (sachant par ailleurs que nous avons bel et bien compétence internationale pour en connaître).

A propos de la régularité de la décision contestée

28. SG1 Hellas conteste le caractère régulier de la décision d'exclusion querellée au motif que le vote s'est déroulé de manière opaque, à la main-levée.

L'aisbl dépose le procès-verbal de l'assemblée générale, accompagné de la liste des membres présents et du résultat du vote.

29. En application de l'article 870 du Code judiciaire, il appartient à SG1 Hellas de démontrer l'existence du fait, ou de l'acte juridique, sur lequel elle fonde sa prétention.

La démonstration visée à l'article 870 du Code judiciaire n'est pas réalisée par sa seule contestation qui constitue une affirmation unilatérale.

A propos des droits de la défense

30. Il apparait de l'ensemble des éléments soumis à notre appréciation, pris ensemble ou séparément, que GS1 Hellas a bel et bien pu faire valoir ses droits de la défense :

- GS1 Hellas est au courant, depuis le courriel du 15 mars 2007, des reproches que l'aisbl formule à son encontre,
- trois réunions ont eu lieu, dont une dernière le 28 mars 2008 qui s'est clôturée par une proposition concrète formulée par l'aisbl mais qui a été refusée par GS1 Hellas,
- l'ordre du jour relatif à l'assemblée générale du 21 mai 2008, envoyé le 21 avril 2008 à l'ensemble des membres de l'aisbl, précise les dispositions statutaires que l'aisbl considère comme étant enfreintes par GS1 Hellas ainsi que la motion qui sera proposée à l'assemblée générale – le courriel du 15 mars 2007 faisant expressément référence aux obligations statutaires des membres de l'aisbl, GS1 Hellas n'ignorait pas, ou ne pouvait raisonnablement ignorer, les conséquences fâcheuses de la situation dans laquelle elle se trouvait sauf à la régulariser ; l'ordre du jour envoyé le 21 avril 2008 n'a dès lors pu la surprendre au point d'en constituer une violation de ses droits de la défense,
- par courrier séparé du 22 avril 2008, un courrier circonstancié est envoyé à GS1 Hellas – ce courrier demande par ailleurs à la SG1 Hellas de prendre position quant à quatre points relatifs à ses droits de la défense (présence ou non de SG1 Hellas à l'assemblée générale, présence ou non de son avocat, prise de parole ou non lors de cette assemblée générale, communication ou non d'un mémoire en réponse et dans l'affirmative demande de le communiquer pour le 14 mai 2008),
- les avocats de part et d'autre s'adressent des courriers dans lesquels les parties font état de leur position,
- ne constitue pas une violation des droits de la défense le fait que l'avocat de l'aisbl suggère, dans un courrier du 8 mai 2008, à l'avocat de GS1 Hellas de ne pas communiquer immédiatement à l'ensemble des membres de l'aisbl un courrier du 6 mai 2008 dans lequel GS1 Hellas énonce ses griefs à l'encontre de l'aisbl et que de sa propre initiative l'aisbl a, par la suite, le 14 mai 2008, communiqué à l'ensemble de ses membres, ledit courrier du 6 mai 2008 (ou la note avec grief qui l'accompagnait) avec la réponse y réservée par l'aisbl ; il appartenait à SG1 Hellas, et/ou à son conseil, de réserver la suite qu'il

- jugeait à la plus opportune au courrier du 8 mai 2008 eu égard à l'objet de l'enjeu,
- GS1 Hellas a par ailleurs réagi en retour, le même jour (le 14 mai 2008), et a envoyé un courriel à l'ensemble des membres de l'aisbl avec réitération de sa position,
 - le courriel du 16 mai 2008 dressé par un groupe de travail des membres européens de l'aisbl fait part à divers membres de l'aisbl de la position qu'il a prise par rapport à la proposition d'exclusion de SG1 Grèce – l'envoi de ce document ne constitue pas une violation des droits de la défense,
 - GS1 Hellas a pris la parole lors de l'assemblée générale, accompagnée de son conseil et a déposé son mémoire en défense,
 - la brièveté du temps consacré à ce point de l'ordre du jour (20 minutes) ne constitue pas une violation des droits de la défense, GS1 Hellas ayant, à plusieurs reprises, été entendue par des représentants de l'aisbl et ayant communiqué son point de vue par écrit à l'ensemble des membres,
 - le fait que le vote a eu lieu à main-levée n'induit pas une violation des droits de la défense,
 - la décision d'exclusion a été communiquée à GS1 Hellas par divers moyens, avec une liste des présences et une liste du résultat du vote.

A propos de l'abus de droit

31. Si l'aisbl a fait usage du droit que lui conféraient ses statuts, il n'en a pas été abusé.

32. L'abus de droit est, selon les cas, défini comme étant l'exercice du droit sans intérêt raisonnable et suffisant, notamment lorsque le préjudice causé est sans proportion avec l'avantage recherché ou obtenu par le titulaire du droit (ainsi notamment Cass. 19 sept. 1983 et Cass., 30 janv. 1992, Pas., 1992, I, no 283) ou l'exercice du droit qui excède manifestement les limites de l'exercice normal de ces droits par une personne prudente et diligente (ainsi notamment Cass., 1er févr. 1996, Pas., 1996, I, no 66 et Cass., 8 févr. 2001, Pas., 2001, I, no 78; Cass., 11 sept. 2003, no C.2001.470.N.).

33. Le fait que le mode de fonctionnement du membre grec de l'aisbl n'a pas été sujet à critique avant mars 2007 alors qu'il n'a pas subi de modification n'emporte pas le droit pour ce membre de l'aisbl de continuer à fonctionner comme il le faisait, sachant qu'en agissant ainsi, il contrevenait, en apparence, aux statuts de l'aisbl, tels que publiés aux annexes du Moniteur belge du 3 octobre 2005.

34. L'aisbl a porté clairement la question litigieuse à la connaissance de SG1 Hellas par le courriel du 15 mars 2007, tout en faisant part de son souhait d'épauler cette dernière pour se mettre en conformité avec les statuts.

GS1 Hellas reconnaît par ailleurs ne pas être en totale conformité avec les statuts.

Diverses réunions se sont tenues entre le courriel du 15 mars 2007 et l'envoi de l'ordre du jour le 21 avril 2008. Des propositions concrètes ont été formulées pour permettre une transition dans un délai que l'aisbl considérait comme raisonnable (maintient de l'affiliation en tant que membre pendant une période de 9 à 12 mois le temps de mettre sur pied une structure permettant de respecter les statuts de l'aisbl et ensuite maintenir d'une relation contractuelle avec GS1 Hellas pendant une durée d'un an – GS1 Hellas souhaitait pouvoir rester membre de l'aisbl pendant une durée de 3 ans).

Entre le 21 avril et le 14 mai 2008, l'aisbl s'est à nouveau montrée ouverte à une solution négociée pour éviter un préjudice disproportionné dans le chef de GS1 Hellas.

Après avoir laissé un temps raisonnable à SG1 Hellas pour se conformer aux statuts de l'aisbl, il appartenait à cette dernière d'agir selon ses statuts et de proposer l'exclusion de son membre grec, sauf à contrevenir elle-même à ses propres statuts.

L'aisbl a fait montre, à diverses reprises, de ce qu'elle prenait en considération, à sa juste mesure, le dommage que subirait son membre grec du fait d'une décision d'exclusion. SG1 Hellas n'a, par contre, pas pris les mesures raisonnables pour limiter son propre dommage.

A propos de la légalité de la décision querellée au regard du droit de la concurrence

35. SG1 Hellas considère que la structure mise en place par l'aisbl pour la gestion technique et la commercialisation des standards est contraire au droit de la concurrence.

Ces considérations restent sans incidence au regard des demandes dont nous sommes saisi.

Il appartient à SG1 Hellas de prendre les mesures appropriées si elle maintient ses affirmations.

36. Le seul fait d'être en position de dominance sur un marché, pour autant que ce fait soit démontré, n'est pas en soi contraire au droit de la concurrence.

Si SG1 Hellas considère qu'il y a violation du droit de la concurrence par le fait même de la décision querellée, il lui appartient de démontrer, en apparence, les affirmations auxquelles elle procède.

Or force est de constater que la citation prise par SG1 Hellas ne constitue, à cet égard, qu'un catalogue des infractions possibles du droit de la concurrence, tant belge qu'européen, sans démonstration de ce que dans le cas d'espèce pareille infraction est commise, voire que pareille infraction pourrait être commise.

Conclusion

37. Le contrôle marginal de la légalité de la décision querellée s'avère négatif.

SG1 Hellas se verra dès lors débouter de sa demande de suspension de la décision d'exclusion prise le 21 mai 2008 par l'assemblée générale de l'aisbl GS1.

F/ Les demandes reconventionnelles

38. Nous avons compétence internationale pour connaître de la demande reconventionnelle, laquelle est soumise au droit belge, au regard des règles légales applicables en la matière en ce qui concerne la demande relative aux conséquences de la décision d'exclusion et au regard de la clause contractuelle contenue dans la convention de licence de marque du 7 novembre 2005 (article 5).

39. L'aisbl dépose le procès-verbal de l'assemblée générale du 21 mars 2008, signé et certifié conforme, avec en annexe la liste des membres présents et le résultat du vote.

Elle démontre ainsi à suffisance que les conditions précisées à l'article 9 de ses statuts ont été respectées et que la décision querellée est formellement valable.

40. Eu égard à la réfutation des arguments avancés par SG1 Hellas, il apparaît que l'aisbl dispose du droit de voir respecter la décision d'exclusion querellée.

41. Dans un courrier officiel du 6 juin 2008, le conseil de SG1 Hellas :

- précise qu'il considère l'exclusion querellée comme étant nulle de plein droit (au regard des différents éléments de droit examinés ci-dessus)
- souligne que *« la relation contractuelle qui unit nos clients, relative à la distribution et de la promotion des produits et services de votre cliente, excède manifestement la simple utilisation d'une marque en vertu d'un contrat de licence de marque. A notre connaissance, cette relation contractuelle, laquelle requiert l'usage de la marque GS1, est toujours en cours »*,
- et met l'aisbl en demeure de cesser toute action contraire à la poursuite des activités de sa cliente.

42. C'est dès lors à juste titre que l'aisbl sollicite que SG1 Hellas soit, dans l'attente de la décision au fond, condamnée à se conformer à la décision d'exclusion, ce qui implique l'interdiction pour SG1 Hellas de se présenter vis-à-vis des tiers comme organisation membre de l'aisbl SG1 et de faire usage des marques recensées dans le contrat de licence de marques du 7 novembre 2005 (l'article 3 de ce contrat lie expressément l'existence du contrat au statut de membre à l'aisbl).

43. Eu égard au contenu du courrier du 6 juin 2008, il est opportun d'assortir la condamnation d'une astreinte de 3.000 EUR par jour pour toute infraction qui serait constatée à tout ou partie des obligations mentionnées dans notre ordonnance.

44. Eu égard aux règles de compétence dans un litige présentant un élément d'extranéité, il ne nous appartient pas de décider que notre décision sera applicable sur le territoire grec, tel que sollicité.

G/ Les dépens

45. Vu le sort réservé aux demandes formulées de part et d'autre, SG1 Hellas est seule partie succombante.

46. En application combinée des articles 1017 et 1022 du Code judiciaire il lui appartient dès lors de supporter les dépens de l'instance, que l'aisbl SG1 fixe à la somme de 10.000 EUR à titre d'indemnité de procédure.

47. Le litige est non évaluable en argent de sorte qu'il est permis à la partie qui obtient gain de cause de solliciter un montant maximal de 10.000 EUR.

48. Au regard de la complexité de la cause, qui tient tant à la diversité des arguments qui ont dû être examinés qu'à la rapidité avec laquelle SG1 Hellas a exigé qu'ils le soient, il convient d'allouer la somme de 6.000 EUR à titre d'indemnité de procédure.

POUR CES MOTIFS,

Nous, A. Dessy, juge désigné pour remplacer le président du tribunal de première instance de Bruxelles,

assisté de C. Vanbellingen, greffier adjoint délégué.

Vu la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Statuant en référé, contradictoirement.

Recevons les demandes.

1.

Déclarons les demandes principales non fondées. En déboutons la sa SG1 Hellas.

2.

Déclarons les demandes reconventionnelles fondées.

Condamnons GS1 Hellas à se conformer à la décision d'exclusion en sa qualité d'organisation membre de l'aisbl GS1, prononcée par l'assemblée générale de l'aisbl GS1 du 21 mai 2008, dans l'attente d'une décision définitive à intervenir au fond quant à la validité de ladite décision d'exclusion.

Par conséquence,

Faisons interdiction à la sa de droit grec SG1 Hellas de se présenter vis-à-vis de tout tiers comme organisation membre de l'aisbl GS1,

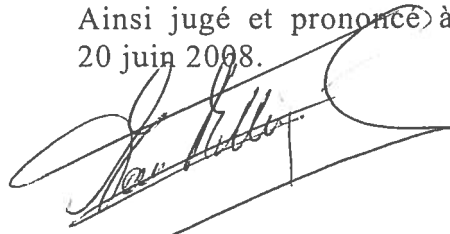
Faisons interdiction à la sa de droit grec SG1 Hellas d'utiliser les marques verbales et figuratives GS1 telles que celles-ci figurent en annexe A du contrat de licence de marques du 7 novembre 2005 et notamment sans que cette liste ne soit limitative, dans sa dénomination sociale, sur son site internet, sur son papier à entête, dans ses relations avec les clients et les fournisseurs ou dans les relations avec les autorités,

Condamnons la sa de droit grec SG1 Hellas au paiement d'une astreinte de 3.000 EUR par jour pour toute infraction qui serait constatée à tout ou partie des obligations mentionnées ci-avant.

3.

Condamnons la sa de droit grec SG1 Hellas à payer à l'aisbl SG1 les dépens de l'instance, fixés à la somme de 6.000 EUR à titre d'indemnité de procédure.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique des référés du 20 juin 2008.



VANBELLINGEN



DESSY

18^{ème} et dernier feuillet.

Mandons et ordonnons à tous huissiers de justice à ce requis de mettre le présent jugement, la présente ordonnance, à exécution;

A nos Procureurs Généraux et à nos Procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main et à tous Commandants et Officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis;

En foi de quoi le présent jugement, la présente ordonnance, a été signé(e) et scellé(e) du sceau du tribunal.

Pour expédition conforme,

Pour le greffier en chef,

Le greffier



J. BEECKMAN
greffier-chef de service

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE
DE BRUXELLES.

Date : 27 06 08

JBC n° 7271

16 page(s) x 2,85 EUR .

Droits acquités : 45,60 EUR

Le greffier

ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

Αρ. Επικ. αντίγραφου.: 15

Αρ. Στοιχ.: 27881

Φύλλα 18

ΕΠΙΚΥΡΩΜΕΝΟ ΑΝΤΙΓΡΑΦΟ

Το οποίο χορηγήθηκε στον διάδικο:

ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΩΜΑΤΕΙΟ ΜΗ
ΚΕΡΔΟΣΚΟΠΙΚΟΥ ΧΑΡΑΚΤΗΡΑ
451

ΕΜΕΙΣ, Ο ALBERT, ΒΑΣΙΛΕΙΑΣ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ,
ΣΕ ΟΛΟΥΣ ΠΟΥ ΕΙΝΑΙ ΠΑΡΟΝΤΕΣ & ΠΟΥ ΘΑ ΕΡΘΟΥΝ,
ΚΑΝΟΥΜΕ ΓΝΩΣΤΟ:

Ότι το Μονομελές Πρωτοδικείο με έδρα τις Βρυξέλλες
Εξέδωσε την απόφαση της οποίας το περιεχόμενο ακολουθεί:



1 αντίγραφο
ΦΑΚΕΛΟΣ

1653
08

O-RFA

ΑΡ. ΕΥΡΕΤ.
08/30459

ΠΡΩΤΟΒΑΘΜΙΟ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟ ΤΩΝ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

**Αρ. Πινακίου Συνοπτικής Διαδικασίας (Ασφαλιστικών Μέτρων)
08/932/C**

Παραρτήματα: 1 Κλήση

1 Πρόταση

Προσωρινά μέτρα- Άρθρο 584 του Δ.Κ.

Στη υπόθεση

Της ΑΕ Ελληνικού Δικαίου GS1 HELLAS η οποία εκπροσωπείται από τη
Κυρία ΕΥΑΝΘΙΑ ΔΗΜΟΥ, Πρόεδρος και Διευθύντρια, της οποίας η
εταιρική έδρα βρίσκεται στη Κηφισιά, Αθήνα (Ελλάδα), Πλατεία Αγίου
Δημητρίου 5 & Οδός Δ. Κυριακού 2, 14562,

*Ενάγουσα η οποία εκπροσωπείται από το Μετρ Melin Yves, Δικηγόρος
Βρυξελλών 1050, avenue Louise 250 bte 65.*

Εναντίον

**L'ASSOCIATION INTERNATIONALE SANS BUT LUCRATIF GS1,
(ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΩΜΑΤΕΙΟ ΜΗ ΚΕΡΔΟΣΚΟΠΙΚΟΥ ΧΑΡΑΚΤΗΡΑ)** του
οποίου η εταιρική έδρα βρίσκεται στις Βρυξέλλες 1050, 326, avenue Louise
και το οποίο είναι εγγεγραμμένο στη Τράπεζα Banque Carrefour des
Entreprise,

*Εναγόμενος ο οποίος εκπροσωπείται από το Μετρ Constantini Alain και το
Μετρ Petre Marie, Δικηγόροι Βρυξελλών 1040, 22-28 avenue d'Auderghem.*

Αυτή η υπόθεση συμφωνήθηκε και συζητήθηκε σε δημόσια ακρόαση τις 10
Ιουνίου 2008.

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ, ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ
RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SERVICE DE
TRADUCTION
HELLENIC REPUBLIC, MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS, TRANSLATION SERVICE

27. 6. 2000
12. 12. 2000



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

2000

2000

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

No 89846

Μετά από διάσκεψη, ο Πρόεδρος του Πρωτοβάθμιου Δικαστηρίου εκδίδει την ακόλουθη απόφαση (βούλευμα):

Έχοντας υπόψη:

- Τη κλήση για λήψη ασφαλιστικών μέτρων με δικόγραφο του αναπληρωτή δικαστικού επιμελητή Μετρ Rubbens Rodriguez ο οποίος αντικαθιστούσε τον Μετρ Scherpkens Philippe, δικαστικός επιμελητής με έδρα το 1050 Ixelles, τις 2 Ιουνίου 2008.
- Τις προτάσεις του εναγόμενου που κατατέθηκαν τις 10 Ιουνίου 2008.

Ακουστήκανε οι αγορεύσεις των δικηγόρων των διαδίκων.

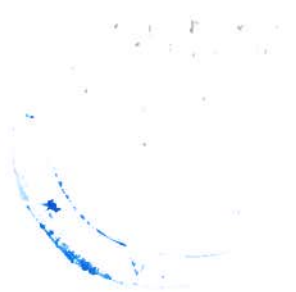
ΑΝΤΙΚΕΜΕΝΟ ΤΗΣ ΑΙΤΗΣΗΣ

1. Αποβλέποντας σε μία επείγουσα κατάσταση στην εισαγωγική κλήση της δίκης, η ανώνυμος εταιρεία Ελληνικού Δικαίου, GS1 Hellas ζητά:

- Να διατάξει την αναστολή της απόφασης εξαίρεσης που υιοθετήθηκε εναντίον της κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης της 21^{ης} Μαΐου 2008 από το aisbl GS1.
- Επί ποινή χρηματικής ποινής για κάθε μέρα που η GS1 Hellas δεν θα ασκεί πλήρως τα καθήκοντα της υπό την ιδιότητα μέλους του aisbl GS1, συμπεριλαμβανομένης της πρόσβασης στις διάφορες βάσεις δεδομένων αναγκαίων για τη προσφορά και τη καλή διαχείριση του συστήματος GS1 στην Ελλάδα.

2. Το aisbl GS1 ασκεί ανταγωγή προκειμένου:

- Να καταδικασθεί η GS1 Hellas να συμμορφωθεί με κάθε σημείο της απόφασης εξαίρεσης υπό την ιδιότητα της ως οργανισμός, μέλος της GS1, η οποία εκδόθηκε από τη Γενική Συνέλευση της GS1 της 21^{ης} Μαΐου 2008 στην αναμονή οριστικής απόφασης να λάβει χώρα επί της ουσίας σχετικά με την εγκυρότητα της ανωτέρω ειρημένης απόφασης εξαίρεσης και συνεπώς,
- Να απαγορευθεί στη GS1 Hellas να παρουσιασθεί απέναντι κάθε τρίτου ως οργανισμός μέλος της GS1.



No 89846

- Να απαγορευθεί στη GS1 Hellas να χρησιμοποιήσει τα λεκτικά και απεικονιστικά σήματα GS1 στην Ελληνική Επικράτεια.
- Επί ποινή χρηματικής ποινής.

ΠΛΑΙΣΙΟ ΤΩΝ ΑΙΤΗΣΕΩΝ

3. Η GS1 είναι ένα διεθνές σωματείο μη κερδοσκοπικού χαρακτήρα, Βελγικού Δικαίου. Τα άρθρα του καταστατικού σχετικά με αυτό το aisbl δημοσιεύθηκαν στα παραρτήματα της Βελγικής Εφημερίδας Moniteur τις 3 Οκτωβρίου 2005.

Αυτό το σωματείο δρούσε πριν υπό μία άλλη εταιρική επωνυμία (EAN) χωρίς να διαθέτουμε πληροφορίες σχετικά με τη προηγούμενη εταιρική της δομή.

Το εταιρικό της αντικείμενο όπως ορίζεται στο άρθρο 2 των άρθρων του καταστατικού της είναι κυρίως *«η εγκατάσταση ενός πολυβιομηχανικού σφαιρικού συστήματος αναγνώρισης ταυτότητας και επικοινωνίας προϊόντων και υπηρεσιών η οποία να βασίζεται σε αναγνωρισμένες προδιαγραφές σε διεθνές επίπεδο και να τη καθοδηγεί το συναλλακτικό κοινό»*.

Έτσι εγκατέστησε ένα σύστημα «κωδικός- φραγμοί» που επιτρέπει κυρίως να παρακολουθήσουμε τα προϊόντα (αλλά επίσης τις υπηρεσίες) σε όλο το μήκος της λογιστικής αλυσίδας, της παραγωγής στη πώληση στο τελικό καταναλωτή. Αυτό το σύστημα συμμετέχει σημαντικά στην εργασία σε τεταμένη ροή που συνίσταται στο να περιορίσουμε τα στοκ (αποθέματα) στο ελάχιστο σε όλο το μήκος της αλυσίδας παραγωγής.

Δυνάμει των άρθρων του καταστατικού του GS1 όπως δημοσιεύθηκαν:

- Τα μέλη του aisbl πρέπει να είναι εθνικοί ή πολυεθνικοί οργανισμοί.
- Κάθε μέλος έχει το δικαίωμα να διαχειρίζεται το σύστημα των προδιαγραφών στην επικράτεια του και να είναι ο μόνος εκπρόσωπος του GS1 και της EPCglobal Inc για την επικράτεια αυτή.
- Κάθε μέλος είναι υποχρεωμένο να προωθήσει το σκοπό του GS1, να παρέχει βοήθεια για την εφαρμογή στους χρήστες των



No 89846

προδιαγραφών, να διατηρήσει τη βοήθεια της αγοράς και της βιομηχανίας στην επικράτεια του.

Επί του παρόντος το GS1 υπολογίζει 108 μέλη κατανεμημένα ανά τον κόσμο.

4. Προκύπτει από τις ετήσιες εκθέσεις του aisbl σχετικά με τα έτη 1988 με 2001 ότι η «EAN Hellas-Hell. CAN sa, Hellenic Centre of Article Numbering» ήταν το αναγνωρισμένο μέλος του σωματείου για την Ελλάδα. Αρχής γινομένης από το έτος 2002, οι ετήσιες εκθέσεις δεν αναφέρουν πλέον την εταιρική μορφή του μέλους τους στην Ελλάδα, αλλά η ταυτότητα του μέλους δεν άλλαξε «EAN Hellas- Hell CAN».

Στην ετήσια έκθεση 2003-2003,τη μνεία «EAN- Hellas- Hell CAN» ακολουθεί η αναφορά «GS1» και στην έκθεση 2004-2005, γίνεται αναφορά μόνο των στοιχείων των διαφόρων μελών GS1 για τις διάφορες χώρες.

Διάφορες συμβάσεις αδειών σημάτων συμφωνήθηκαν μεταξύ του σωματείου και του Ελληνικού της μέλους, δηλαδή: Μία σύμβαση που έχει συναφθεί τη 1^η Ιουνίου 1994 με την sa Hellenic Centre Of Article Numbering- Hell. C.A.N., μία άλλη σύμβαση μεταξύ των ίδιων μερών τη 1^η Νοεμβρίου 1996 και τελικά μία σύμβαση που συμφωνήθηκε τις 7 Νοεμβρίου 2005 μεταξύ του aisbl GS1 και της sa GS1 Greece.

5. Κανένα από τα συμβαλλόμενα μέρη δεν αμφισβητεί ότι το μέλος του aisbl που αποκλείστηκε είναι η ανώνυμη εταιρεία GS1 Hellas, διάδικος σήμερα στη δικαστική διένεξη. Συνάγεται από την αλληλογραφία ότι η GS Hellas είναι η τελευταία επωνυμία με ημερομηνία Ελληνικό μέλος, χωρίς ωστόσο τα άρθρα του καταστατικού ή άλλο επίσημο έγγραφο σχετικό με αυτή την αλλαγή της επωνυμίας να έχει κατατεθεί, ή κάθε άλλη αλληλογραφία για το σκοπό αυτό μεταξύ του aisbl και του Ελληνικού του μέλους.

6. Με αλληλογραφία της 15^{ης} Μαρτίου 2007 στην εκπρόσωπο της GS1 στην Ελλάδα, η Κυρία Walsh, εκπρόσωπος του aisbl, διευκρινίζει ότι το Ελληνικό μέλος του aisbl παραβιάζει διάφορους όρους αποδοχής που



No 89846

ορίζονται από τα άρθρα του καταστατικού. Διευκρινίζεται έτσι ότι το Ελληνικό μέλος παραβαίνει:

- Το άρθρο 6 (h) των άρθρων του καταστατικού, με την έννοια ότι, η διοικούσα επιτροπή δεν περιλαμβάνει κανένα χρήστη των προδιαγραφών.
- Το άρθρο 6(g) των άρθρων του καταστατικού, με την έννοια ότι, οι οργανισμοί μέλη πρέπει να λειτουργούν σε μη εμπορική βάση και ότι το 1985 δέχθηκε ως μέλος για την Ελλάδα μία αστική εταιρεία μη κερδοσκοπικού χαρακτήρα την εγκατάσταση της οποίας έκανε η Ομοσπονδία Ελληνικών Βιομηχανιών Τροφίμων και το Εθνικό Συμβούλιο των Ελεύθερων Επιχειρήσεων και όχι η εταιρεία, χωρίς καμία εκπροσώπηση της κοινότητας των χρηστών, η οποία συστήθηκε το 2006.

Η Κυρία Walsch, κλείνει την αλληλογραφία της διευκρινίζοντας: *«Προκειμένου να συμμορφωθείτε στις υποχρεώσεις σας προς την GSI, η GSI Hellas οφείλει τουλάχιστον να έχει μία εκλεγμένη Διευθυντική Επιτροπή η οποία εκπροσωπεί και λογοδοτεί στις εταιρείας χρήστες. Είμαστε διατεθειμένοι να σας βοηθήσουμε για να λύσετε αυτό το πρόβλημα και να θέσετε σε εκτέλεση τις διαδικασίες για να επιτύχετε την Διευθυντική Επιτροπή που είναι απαραίτητη για τη GH1 Hellas ».*

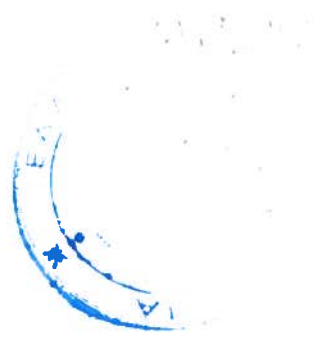
7. Σε αλληλογραφία απάντησης της 19^{ης} Μαρτίου 2007, η Κυρία ΔΗΜΟΥ της GSI Hellas διευκρινίζει ότι η αστική εταιρεία μη κερδοσκοπικού χαρακτήρα που έγινε δεκτή το 1985 δεν μπόρεσε να στηθεί και μία εμπορική εταιρεία η Hellcan sa (AE) συστήθηκε το 1989 για το οποίο η EAN International ενημερώθηκε. Διευκρινίζει επίσης ότι η Hellcan sa (AE) μετατράπηκε σε GH1 Hellas sa (AE) το 2006.

8. Το aisbl θεωρεί ότι αυτή η απάντηση δεν είναι επαρκής.

Τα συμβαλλόμενα μέρη συναντώνται επανειλημμένα για να επιχειρήσουν να βρουν μία λύση και συγκεκριμένα τις 28 Μαρτίου 2008.

Τα συμβαλλόμενα μέρη δεν κατορθώνουν να συμφωνήσουν.

9. Τις 21 Απριλίου 2008, το aisbl στέλνει σε διάφορα μέλη την ημερήσια διάταξη σχετικά με τη γενική συνέλευση της 21^{ης} Μαΐου 2008, εξ' ου



No 89846

συγκεκριμένα το ερώτημα του αποβολής (αποκλεισμού) της GS1 Hellas από το aisbl.

Αυτή η Γενική Συνέλευση κλείνει συνεδριάσεις του aisbl που είχαν προγραμματισθεί για τις 19 με 21 Μαΐου 2008, στο Dubrovnik.

10. Η ημερήσια διάταξη διατυπώνεται ως ακολούθως:

«Αποκλεισμός της GSI Grèce (Ελλάδα) για παραβίαση:

- *Του άρθρου 7 (α) των άρθρων του καταστατικού και, ιδιαιτέρως, του άρθρου 6 (b) και του (g) (h) των άρθρων και/ή*
- *Του άρθρου 7 (d) των άρθρων του καταστατικού και, ιδιαιτέρως, του άρθρου 3, πρώτη παράγραφος δεύτερη παύλα των άρθρων του καταστατικού».*

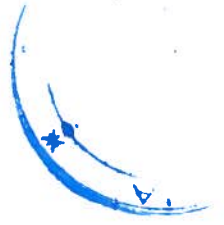
11. Με αλληλογραφία της 22ας Απριλίου 2008, το aisbl εφιστά τη προσοχή της GS Hellas στην ημερήσια διάταξη της Γενικής Συνέλευσης που ορίσθηκε την 22^α Μαΐου 2008, επισυνάπτει επεξηγηματικό της αίτησης αποβολής (αποκλεισμού) και της ζητά, συγκεκριμένα, εάν θα συνοδεύεται από το δικηγόρο της κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης και εάν επιθυμεί να συντάξει υπόμνημα υπεράσπισης (απολογητικό υπόμνημα) το οποίο θα πρέπει λοιπόν να σταλεί στο aisbl το αργότερο έως τις 14 Μαΐου 2008.

12. Οι δικηγόροι της μίας πλευράς και της άλλης αλλάζουν διάφορες αλληλογραφίες επιβεβαιώνοντας την άποψη των αντίστοιχων πελατών τους.

13. Με αλληλογραφία της 14^{ης} Μαΐου 2008, η GS1 Hellas στέλνει σε όλα τα μέλη του την άποψη της σχετικά με τη πρόταση αποβολής (αποκλεισμού).

14. Τις 21 Μαΐου 2008, η GS1 Hellas επικουρούμενη από το δικηγόρο της, υπερασπίζει την άποψη της προφορικά κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης και καταθέτει υπόμνημα υπεράσπισης (απολογητικό υπόμνημα).

15. Σε επίσημη αλληλογραφία της 22ας Μαΐου 2008 που εστάλη στο συμβούλιο της GS1 Hellas, ο δικηγόρος της aisbl:



ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

- Διευκρινίζει ότι η GS1 Hellas αρνήθηκε να υπογράψει παραλαβή αλληλογραφίας που εξιστορεί την απόφαση αποβολής (αποκλεισμού) που ελήφθη έγκυρα, στο τέλος της Γενικής Συνέλευσης.

- Και επιβεβαιώνει τον αποκλεισμό αυτό έκτοτε, με άμεση συνέπεια.

16. Σε αλληλογραφία της 23^{ης} Μαΐου 200, ο δικηγόρος της GS1 Hellas θέτει θέμα ότι δεν είναι βέβαιο ότι η απόφαση ελήφθη έγκυρα, λαμβάνοντας υπόψη το άρθρο 9 των άρθρων του καταστατικού της, δεδομένου ότι η ψηφοφορία έλαβε χώρα με ανάταση της χειρός.

17. Με αλληλογραφία της 2ας Ιουνίου 2008, ο δικηγόρος της aisbl κοινοποιεί:

- Στο δικηγόρο της GS1 Hellas το πρακτικό της ανωτέρω ειρημένης Γενικής Συνέλευσης με τη καταμέτρηση των ψήφων.

- Διευκρινίζει ότι η απόφαση αποβολής (αποκλεισμού) κοινοποιήθηκε στη GS1 Hellas με φαξ, συστημένη αλληλογραφία με απόδειξη παραλαβής και επείγουσα αλληλογραφία και ότι αυτή η τελευταία δεν παρελήφθη.

- Ανακοινώνει ότι έκτοτε τη κοινοποίηση με δικαστικό επιμελητή, η οποία έλαβε χώρα στη συνέχεια.

- Υπογραμμίζει ότι η σύμβαση άδειας σημάτων της 7^{ης} Νοεμβρίου 2005 έληξε αυτοδίκαια τις 21 Μαΐου 2008 σύμφωνα με τους όρους του άρθρου της 3 (a).

18. Η GS1 Hellas στέλνει κλήση για λήψη ασφαλιστικών μέτρων τις 2 Ιουνίου 2008.

19. Με επίσημη αλληλογραφία της 6^{ης} Ιουνίου 2008, ο δικηγόρος της GS1 Hellas εκτιμά ότι:

- Η καταμέτρηση των ψήφων και των προσώπων που ήταν παρόντα κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης της 21 Μαΐου 2008 δεν αντιστοιχεί στη πραγματικότητα.

- Η απόφαση αποβολής (αποκλεισμού) ελήφθη κατά παραβίαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης της πελάτισσας του, αποτελεί κατάχρηση του δικαιώματος και είναι περιοριστική του ανταγωνισμού και συνεπώς είναι αυτοδίκαια άκυρη.



No 89846

- Η συμβατική σχέση σχετικά με την άδεια σήματος εξακολουθεί να υφίσταται.

ΕΚΤΙΜΗΣΗ

A/ Γενικές εκτιμήσεις

20. Η διαδικασία ασφαλιστικών μέτρων είναι διαδικασία αποβολής (αποκλεισμού) με την έννοια ότι δεν μπορεί να καταλήξει παρά μόνο στο μέτρο που οι προϋποθέσεις που διευκρινίζονται στο άρθρο 584 του Δικαστικού Κώδικα πληρούνται. Μόνο εάν οι προϋποθέσεις πληρούνται πραγματικά τότε ο δικαστής ασφαλιστικών μέτρων θα ασχοληθεί με τη τύχη που θα επιφυλάξει για την αίτηση η οποία διατυπώθηκε.

Έτσι αναφέρονται στο άρθρο 584 του Δικαστικού Κώδικα η προϋπόθεση της επείγουσας ανάγκης και του προσωρινού.

21. Τα άρθρα του καταστατικού της διευκρινίζουν:

- Στο άρθρο τους 3, παράγραφος 2 «Οι προϋποθέσεις ώστε ένας εθνικός ή πολυεθνικός οργανισμός να μπορεί να διενεργεί διαδικαστικές πράξεις για να γίνει μέλος της GSI είναι οι ακόλουθες:

- Να αποδείξει νόμιμη υπόσταση (...)

- Να αποδείξει ότι αυτή η υπόσταση προβλέπει κατάλληλη εκπροσώπηση των παραγωγών και διανομέων (χονδρικός και λιανικός).

- (...)»

- Στο άρθρο τους 6: «Κάθε μέλος του θα έχει την υποχρέωση:

a) (...)

b) Να τηρεί (σέβεται) τα άρθρα του καταστατικού της GSI, τον κανονισμό εσωτερικής διάταξης και τις αποφάσεις της Γενικής Συνέλευσης

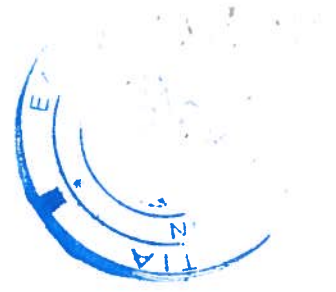
c) με f)...

g) Να δρα με βάση μη εμπορική

h) Να έχει διοικούσα επιτροπή που να αποτελείται από χρήστες προδιαγραφών

...»

- Στο άρθρο τους 7: «Η ιδιότητα μέλους της GSI χάνεται είτε με (...) είτε με αποβολή (αποκλεισμό).



No 89846

Ένας Οργανισμός Μέλος μπορεί να αποκλεισθεί από το σωματείο δια της Γενικής Συνέλευσης εάν κατά τη γνώμη της Διοικούσας Επιτροπής το μέλος:

a) Δεν τηρεί πλέον τα παρόντα άρθρα του καταστατικού και τις υποχρεώσεις του ως μέλος

b) και c)...

d) Παύει να πληρεί οποιαδήποτε προϋπόθεση αποδοχής που περιγράφεται στα παρόντα άρθρα.

Η συνέλευση εισάγει στη διοικούσα επιτροπή αίτηση αποβολής (αποκλεισμού), συνοδευόμενη από γεγονότα και εκτιμήσεις που οδήγησαν στη πράξη αυτή. Η ευκαιρία θα δοθεί στον οργανισμό μέλος να υπερασπισθεί μπροστά στη Γενική Συνέλευση πριν να ληφθεί η τελική απόφαση (...).

B/ Το επείγον

22. Υπάρχει επείγουσα ανάγκη με την έννοια του άρθρου 584 του Δικαστικού Κώδικα, από τη στιγμή που ο φόβος ζημιάς μίας κάποιας σοβαρότητας, και μάλιστα σοβαρών δυσκολιών, καθιστά μία απόφαση άμεση επιθυμητή (δείτε Α.Π. 13 Σεπτεμβρίου 1990, Απός. 1991, I, σελ.41).

Ωστόσο δεν συντρέχει λόγος διαδικασίας ασφαλιστικών μέτρων όταν ο ενάγων καθυστέρησε πολύ να απευθυνθεί στο δικαστή ασφαλιστικών μέτρων ή εάν προκάλεσε ο ίδιος τη κατάσταση επείγουσας ανάγκης την οποία επικαλείται εκτός εάν η υπάρχουσα ανάγκη επιβαρύνεται με νέα γεγονότα ή από το αποτέλεσμα απλά της διάρκειας της.

Η προσφυγή στη διαδικασία ασφαλιστικών μέτρων περιορίζεται άλλωστε στις δικαστικές διενέξεις για τις οποίες η τακτική (συνήθης) διαδικασία δεν είναι σε θέση να επιφέρει λύση μέσα σε προθεσμίες χρήσιμες και αποτελεσματικές.

23. Εάν είναι ακριβές ότι είναι στη δικαιοδοσία των μελών του aisbl GSI να κάνει τα αναγκαία για να συνεχίσουν να ανταποκρίνονται στα κριτήρια επιτυχίας ως μέλη του σωματείου (όπως διευκρινίζεται στο άρθρο 7, παράγραφος 2 των άρθρων του καταστατικού του aisbl), η κατάσταση έχει γίνει κρίσιμη για την GS1 Hellas λόγω της απόφασης αποβολής (αποκλεισμού) με άμεση συνέπεια γνωρίζοντας ότι δεν υπάρχει αμφιβολία



No 89846

ότι οι δραστηριότητες σχετικά με το εταιρικό αντικείμενο της παρείχαν εισοδήματα στην GS1 Hellas.

Το ίδιο ισχύει για την ανταγωγή που άσκησε η: Πρέπει να χρονολογείται από την απόφαση αποκλεισμού με άμεση συνέπεια που γίνεται κρίσιμη για εκείνη ότι η GS1 Hellas σταματά πραγματικά τις δραστηριότητες της σχετικά με το εταιρικό αντικείμενο της

24. Υπό αυτές τις περιστάσεις, η προϋπόθεση της επείγουσας ανάγκης όπως αυτή εννοείται στο άρθρο 584 του Δικαστικού Κώδικα πληρείται πραγματικά τόσο για τη κύρια αγωγή όσο και για την ανταγωγή.

Γ/Το προσωρινό

25. Απέναντι στις αιτήσεις που διατυπώθηκαν εκατέρωθεν, η προϋπόθεση του προσωρινού πληρείται επίσης με την έννοια ότι αυτή η προϋπόθεση, στη πραγματικότητα, αναφέρεται στην αρχή που επιφυλάσσεται στην απόφαση που λαμβάνεται με τη διαδικασία των ασφαλιστικών μέτρων (δείτε συγκεκριμένα για το σκοπό τούτο P. Marchal, Rep. Not., Vo « Les référés » σελ. 63, Ap. 29, J. Englebert, « Le référé judiciaire : Principes et questions de procédure in x., Le référé judiciaire, σελ. 25 και επόμενες).

Δ/Εξουσία εκτίμησης του δικαστή ασφαλιστικών μέτρων

26. Ο δικαστής ασφαλιστικών μέτρων δεν διαθέτει ωστόσο παρά μόνο περιθωριακή εξουσία εκτίμησης της απόφασης που έλαβε η Γενική Συνέλευση της aisbl. Είναι στη δικαιοδοσία του να ελέγξει τη νομιμότητα (τήρηση των νόμιμων και καταστατικών όρων) και όχι τη καταλληλότητα (δείτε συγκεκριμένα όσο αφορά τις αποφάσεις που έλαβαν τα εταιρικά όργανα, P. Marchal, op. cit. Σελ. 135, Ap. 142).

Υπό την ίδια οπτική σε θέματα συμβατικά αυτή τη φορά ο δικαστής ασφαλιστικών μέτρων δεν μπορεί να παραχωρήσει σε ένα διάδικο αυτό το οποίο δεν θα μπορούσε να έχει από το δικαστή επί της ουσίας. Έτσι, δεν μπορεί να αγνοήσει το μη αντιστρέψιμο χαρακτήρα μίας συμφιλίωσης, ούτε τις συνέπειες της βούλησης ενός από τα συμβαλλόμενα μέρη της σύμβασης (δείτε P. Marchal, op. cit. Σελ. 132, Ap. 135).



No 89846

Ε/ Η αίτηση αναστολής της απόφασης αποβολής (αποκλεισμού) ως μέλος του aisbl GSI

27. Ο περιθωριακός έλεγχος της νομιμότητας της απόφασης αποβολής (αποκλεισμού) που έλαβε η aisbl επιτρέπει στο δικαστή ασφαλιστικών μέτρων να εξετάσει τις αντιρρήσεις που εγείρει η SG1 Hellas στις οποίες απαντούμε μία προς μία κατωτέρω.

Διευκρινίζουμε άλλωστε ότι απέναντι από τη φύση της αγωγής που ασκήθηκε, το Βελγικό Δίκαιο εφαρμόζεται (γνωρίζοντας άλλωστε ότι έχουμε πραγματικά διεθνή αρμοδιότητα για να επιληφθούμε).

Σχετικά με τη νομιμότητα της αμφισβητούμενης απόφασης

28. Η SG1 Hellas αμφισβητεί το νόμιμο (νομότυπο) χαρακτήρα της απόφασης προσβαλλόμενης απόφασης αποβολής (αποκλεισμού) με την αιτιολογία ότι η ψηφοφορία διεξήχθη με αδιαφανή τρόπο με ανάταση της χειρός.

Η aisbl καταθέτει το πρακτικό της Γενικής Συνέλευσης που συνοδεύεται από τη λίστα των μελών που ήταν παρόντες και από το αποτέλεσμα της ψηφοφορίας.

29. Κατ' εφαρμογή του άρθρου 870 του Δικαστικού Κώδικα, είναι στη δικαιοδοσία της SG1 Hellas να αποδείξει την ύπαρξη του γεγονότος ή της νομικής πράξης επί του οποίου βασίζει τον ισχυρισμό της.

Η απόδειξη που αναφέρεται στο άρθρο 870 του Δικαστικού Κώδικα δεν πραγματοποιείται μόνο με τη αμφισβήτηση που αποτελεί μονόπλευρη διαβεβαίωση.

Σχετικά με τα δικαιώματα υπεράσπισης

30. Φαίνεται από το σύνολο των στοιχείων που υποβλήθηκαν στην εκτίμηση μας, είτε τα πάρουμε μαζί είτε χωριστά, ότι η GS1 Hellas μπόρεσε πραγματικά να διεκδικήσει τα δικαιώματα της υπεράσπισης της:

- Η GS1 Hellas ενημερώθηκε για τις κατηγορίες που η aisbl διατυπώνει εναντίον της με την αλληλογραφία της 15^{ης} Μαρτίου 207.



ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

- Τρεις συνεδριάσεις έλαβαν χώρα εκ των οποίων μία τελευταία τις 28 Μαρτίου 2008 η οποία έληξε με συγκεκριμένη πρόταση που διατύπωση η aisbl αλλά την οποία η GS1 Hellas αρνήθηκε.

- Η ημερήσια διάταξη σχετικά με τη Γενική Συνέλευση της 21^{ης} Μαρτίου 2008 που εστάλη την 21^η Απριλίου 2008 στο σύνολο των μελών της aisbl, διευκρινίζει ότι οι καταστατικές διατάξεις που θεωρεί ότι η GS1 Hellas έχει παραβιάσει καθώς και το ψήφισμα που θα προταθεί στη Γενική Συνέλευση- η αλληλογραφία της 15^{ης} Μαρτίου 2007 αναφέρεται ρητά στις καταστατικές υποχρεώσεις των μελών της aisbl, η GS1 Hellas δεν αγνοούσε ή δεν μπορούσε λογικά να αγνοεί τις δυσάρεστες συνέπειες της κατάστασης στην οποία βρισκόταν εκτός κι' αν την τακτοποιούσε. Η ημερήσια διάταξη που εστάλη τις 21 Απριλίου 008 δεν μπόρεσε έκτοτε να την αναστείλει σε βαθμό που να αποτελεί παραβίαση των δικαιωμάτων της υπεράσπισης της.

- Με ξεχωριστή αλληλογραφία της 22ας Απριλίου 2008, μία εμπεριστατωμένη (λεπτομερής) αλληλογραφία εστάλη στη GS1 Hellas- αυτή η αλληλογραφία ζητά άλλωστε από την SG1 να πάρει θέση σχετικά με τέσσερα ζητήματα σχετικά με τα δικαιώματα της υπεράσπισης της (παρουσία ή όχι της SG1 Hellas στη Γενική Συνέλευση, παρουσία ή όχι του δικηγόρου της, εάν θα πάρει το λόγο κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης, κοινοποίηση ή όχι ενός υπομνήματος σε απάντηση και σε περίπτωση καταφατικής απάντησης ζητά να της το κοινοποιήσει για τις 14 Μαΐου 2008).

- Οι δικηγόροι εκατέρωθεν στέλνουν ο ένας στον άλλο αλληλογραφίες στις οποίες οι διάδικοι επιβεβαιώνουν τη θέση τους.

- Δεν αποτελεί παραβίαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης το γεγονός ότι ο δικηγόρος της aisbl υποδεικνύει στον δικηγόρο της GS1 Hellas με αλληλογραφία τις 8 Μαΐου 2008 να μη κοινοποιήσει αμέσως στο σύνολο των μελών της aisbl αλληλογραφία της 6^{ης} Μαΐου 2008 στην οποία η GS1 Hellas διατυπώνει τα παράπονα της εναντίον της και ότι με δική της πρωτοβουλία η aisbl, στη συνέχεια, τις 14 Μαΐου 2008 κοινοποίησε στο



ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

σύνολο των μελών της την ανωτέρω ειρημένη αλληλογραφία της 6^{ης} Μαΐου 2008 (ή τη σημείωση με παράπονο που τη συνόδευε) με την απάντηση που επεφύλλασε σ' αυτή η aisbl. Ήταν στη δικαιοδοσία της GS1 Hellas και/ ή στο δικηγόρο της, να δώσει τη συνέχεια που έκρινε την πιο κατάλληλη στην αλληλογραφία της 8^{ης} Μαΐου 2008 λαμβάνοντας υπόψη το αντικείμενο του διακυβεύματος.

- Η GS1 Hellas άλλωστε αντέδρασε με τη σειρά της, την ίδια μέρα (τις 14 Μαΐου 2008), και έστειλε αλληλογραφία στο σύνολο των μελών της aisbl με επανάληψη της θέσης της.

- Η αλληλογραφία της 16^{ης} Μαΐου 2008 που συντάχθηκε από μία ομάδα εργασίας ευρωπαϊκών μελών της aisbl αναγγέλλει σε διάφορα μέλη της aisbl τη θέση που πήρε σε σχέση με τη πρόταση της αποβολής (αποκλεισμού) της GS1 Hellas- η αποστολή αυτού του εγγράφου δεν αποτελεί παραβίαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης.

- Η GS1 Hellas πήρε το λόγο κατά τη διάρκεια της Γενικής Συνέλευσης συνοδευμένη από το Δικηγόρο της και κατέθεσε το απολογητικό της υπόμνημα.

- Ο λίγος χρόνος που αφιερώθηκε σε αυτό το σημείο της ημερήσιας διάταξης (20 λεπτά) δεν αποτελεί παραβίαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης. Η GS1 Hellas ακούστηκε κατ' επανάληψη από τους εκπροσώπους της aisbl και κοινοποίησε την άποψη της γραπτώς στο σύνολο των μελών.

- Το γεγονός ότι η ψηφοφορία έλαβε χώρα με ανάταση της χειρός δεν συνεπάγεται παραβίαση των δικαιωμάτων υπεράσπισης.

- Η απόφαση αποβολής (αποκλεισμού) κοινοποιήθηκε στην GS1 Hellas με διάφορα μέσα, με λίστα παρουσίας και λίστα αποτελέσματος της ψηφοφορίας.

Σχετικά με τη κατάχρηση δικαιώματος

31. Εάν η aisbl έκανε χρήση του δικαιώματος που της παρείχαν τα άρθρα του καταστατικού της, δεν έγινε κατάχρηση αυτού.



No 89846

32. Η κατάχρηση δικαιώματος, ανάλογα με τη περίπτωση, ορίζεται ως η άσκηση του δικαιώματος χωρίς λογικό και επαρκές συμφέρον, συγκεκριμένα όταν η ζημιά που προκλήθηκε και χωρίς αναλογία με το ζητούμενο πλεονέκτημα ή με το πλεονέκτημα που είχε ο κάτοχος του δικαιώματος (έτσι συγκεκριμένα Αρ. Π. 19 Σεπτεμβρίου 1983 και Αρ. Π. 30 Ιανουαρίου 1992, Απόσπ. 1992, I, Αρ. 283) ή η άσκηση του δικαιώματος που ξεπερνά προδήλως τα όρια της κανονικής άσκησης αυτών των δικαιωμάτων από ένα συνετό και επιμελές άτομο (έτσι συγκεκριμένα Αρ. Π. 1^η Φεβρουαρίου 1996, Απόσπ. 1996, I, Αρ. 66 και Αρ. Π. 8 Φεβρουαρίου 2001, Απόσπ. 2001, I, Αρ. 78, Αρ. Π. 11 Σεπτεμβρίου 2003, Αρ. C.2001.470.N.).

33. Το γεγονός ότι ο τρόπος λειτουργίας του Ελληνικού Μέλους της aisbl έγινε θέμα κριτικής πριν το Μάρτιο 2007 ενώ δεν υπέστη τροποποίηση, δεν επιφέρει το δικαίωμα ώστε αυτό το μέλος της aisbl να συνεχίσει να λειτουργεί όπως το έκανε, γνωρίζοντας ότι ενεργώντας έτσι παρέβαινε φαινομενικά τα άρθρα του καταστατικού της aisbl όπως αυτά δημοσιεύθηκαν στα παραρτήματα της Βελγικής Εφημερίδας με ημερομηνία 3 Οκτωβρίου 2005.

34. Η aisbl έφερε καθαρά το επίδικο θέμα σε γνώση της SG1 Hellas με την αλληλογραφία της 15^{ης} Μαρτίου 2007, αναγγέλλοντας συγχρόνως την επιθυμία της να στηρίξει την τελευταία για να συμμορφωθεί με τα άρθρα του καταστατικού.

Η SG1 Hellas αναγνωρίζει άλλωστε ότι δεν είναι σε πλήρη συμφωνία με τα άρθρα του καταστατικού.

Διάφορες συνεδριάσεις έγιναν μεταξύ της αλληλογραφίας της 15^{ης} Μαρτίου 2007 και της αποστολής της ημερήσιας διάταξης της 21^{ης} Απριλίου 2008. Συγκεκριμένες προτάσεις διατυπώθηκαν για να επιτρέψουν μετάβαση μέσα σε προθεσμία που η aisbl θεωρούσε ως λογική (διατηρεί την εγγραφή ως μέλος για περίοδο από 9 έως 12 μήνες το χρόνο να στήσει μία δομή που να επιτρέπει τη τήρηση των άρθρων του καταστατικού της aisbl και στη συνέχεια διατηρεί μία συμβατική σχέση με την GS1 Hellas για διάρκεια



No 89846

ενός έτους- η GS1 Hellas επιθυμούσε να μπορεί να μείνει μέλος της aisbl για διάρκεια 3 ετών).

Μεταξύ της 21^{ης} Απριλίου και της 14^{ης} Μαΐου 2008, η aisbl φάνηκε εκ νέου ανοιχτή για μία λύση διαπραγμάτευσης για να αποφευχθεί δυσανάλογη ζημιά με τη κατηγορία της GS1 Hellas.

Αφού άφησε λογικό χρόνο στην GS1 Hellas για να συμμορφωθεί με τα άρθρα του καταστατικού της aisbl, ήταν στη δικαιοδοσία της τελευταίας να ενεργήσει σύμφωνα με τα άρθρα του καταστατικού της και να προτείνει την αποβολή (αποκλεισμό) του Ελληνικού της Μέλους, εκτός κι' αν η ίδια παραβεί τα ίδια της τα άρθρα του καταστατικού.

Η aisbl έδειξε κατ' επανάληψη αυτά που λάμβανε υπόψη, ακριβώς στο μέτρο της, τη ζημιά που θα υφίστατο το Ελληνικό της Μέλος λόγω μίας απόφασης αποβολής (αποκλεισμού). Η SG1 Hellas αντιθέτως δεν πήρε τα εύλογα μέτρα για να περιορίσει την ίδια της τη ζημιά.

Σχετικά με τη νομιμότητα της προσβαλλόμενης απόφασης απέναντι στο δίκαιο του ανταγωνισμού

35. Η SG1 Hellas εκτιμά ότι η δομή εγκατάστασης από τη aisbl για τη τεχνική διαχείριση και τη διάθεση στο εμπόριο των προδιαγραφών είναι αντίθετο με το δίκαιο του ανταγωνισμού.

Αυτές οι θεωρήσεις μένουν χωρίς επίπτωση απέναντι στις αιτήσεις που μας απευθύνανε.

Είναι στη δικαιοδοσία της SG1 Hellas να πάρει τα κατάλληλα μέτρα και να διατηρήσει τις διαβεβαιώσεις της.

36. Μόνο το γεγονός να είναι κανείς σε κυρίαρχη θέση σε μία αγορά στο μέτρο που αυτό το γεγονός αποδειχθεί, δεν είναι από μόνο του αντίθετο με το δίκαιο του ανταγωνισμού.

Εάν η SG1 Hellas κρίνει ότι υπήρξε παραβίαση του δικαιώματος του ανταγωνισμού από το ίδιο το γεγονός της προσβαλλόμενης απόφασης, είναι στη δικαιοδοσία της να αποδείξει, φαινομενικά, τις διαβεβαιώσεις στις οποίες προβαίνει.



No 89846

Είναι λοιπόν αναγκαίο να διαπιστώσουμε ότι η κλήση που έλαβε η SG1 Hellas δεν αποτελεί, από αυτής της απόψεως, παρά μόνο μία λίστα από πιθανές παραβάσεις του άρθρου του ανταγωνισμού τόσο του Βελγικού όσο και του Ευρωπαϊκού, χωρίς απόδειξη ότι σε παρόμοια περίπτωση διαπράχθηκε παράβαση, και μάλιστα ότι παρόμοια παράβαση θα μπορούσε να διαπραχθεί.

Συμπέρασμα

37. Ο περιθωριακός έλεγχος της νομιμότητας της προσβαλλόμενης απόφασης αποδεικνύεται αρνητικός.

Η SG1 Hellas θα δει έκτοτε να απορρίπτεται η αγωγή της για αναστολή της απόφασης εκτέλεσης που ελήφθη τις 21 Μαΐου 2008 από τη Γενική Συνέλευση της aisbl GS1.

Z/ Οι ανταγωγές

38. Έχουμε διεθνή αρμοδιότητα για να επιληθούμε της ανταγωγής η οποία υποβλήθηκε στο Βελγικό Δίκαιο, απέναντι των νόμιμων κανόνων που εφαρμόζονται σε θέματα που αφορούν την αγωγή σχετικά με τις συνέπειες της απόφασης αποκλεισμού και απέναντι της συμβατικής ρήτρας που περιέχεται στη σύμβαση άδειας σήματος με ημερομηνία 7 Νοεμβρίου 2005 (άρθρο 5).

39. Η aisbl καταθέτει το πρακτικό της Γενικής Συνέλευσης της 21^{ης} Μαρτίου 2008 υπογεγραμμένο και επικυρωμένο ακριβές με παράρτημα τη λίστα των μελών που ήταν παρόντες και το αποτέλεσμα της ψηφοφορίας.

Αποδεικνύει έτσι επαρκώς ότι οι προϋποθέσεις που διευκρινίζονται στο άρθρο 9 των άρθρων του καταστατικού της τηρήθηκαν και ότι η προσβαλλόμενη απόφαση είναι τυπικά έγκυρη.

40. Λαμβάνοντας υπόψη την αντίκρουση των επιχειρημάτων που πρόβαλε η SG1 Hellas, φαίνεται ότι η aisbl διαθέτει το δικαίωμα να βλέπει να τηρείται η προσβαλλόμενη απόφαση αποκλεισμού.

41. Σε μία επίσημη αλληλογραφία της 6^{ης} Ιουνίου 2008, ο δικηγόρος της SG1 Hellas :



No 89846

- Διευκρινίζει ότι θεωρεί την προσβαλλόμενη αποβολή (αποκλεισμό) ως αυτοδίκαια άκυρο (απέναντι των διαφόρων νομικών στοιχείων που εξετάσθηκαν ανωτέρω).

- Υπογραμμίζει ότι «η συμβατική σχέση που ενώνει τους πελάτες μας σχετικά με τη διανομή και τη προώθηση των προϊόντων και υπηρεσιών της πελατείας σας υπερβαίνει προφανώς την απλή χρησιμοποίηση σήματος δυνάμει σύμβασης άδειας σήματος. Καθόσον γνωρίζουμε, αυτή η συμβατική σχέση η οποία απαιτεί τη χρήση του σήματος GS1 εξακολουθεί να είναι εν εξελίξει».

- Και καλεί τη aisbl να σταματήσει κάθε ενέργεια αντίθετη με την επιδίωξη των δραστηριοτήτων της πελατείας της.

42. Έκτοτε δίκαια η aisbl σε αναμονή της απόφασης επί της ουσίας, ζητά να καταδικασθεί η SG1 να συμμορφωθεί με την απόφαση αποβολής και αυτό συνεπάγεται την απαγόρευση για τη SG1 Hellas να παρουσιασθεί απέναντι τρίτων ως οργανισμός μέλος της aisbl και να κάνει χρήση σημάτων που καταγράφηκαν μέσα στη σύμβαση άδειας σημάτων της 7^{ης} Νοεμβρίου 2005 (το άρθρο 3 αυτής της σύμβασης συνδέει ρητά την ύπαρξη της σύμβασης με την υπόσταση μέλους της asibl).

43. Έχοντας υπόψη το περιεχόμενο της αλληλογραφίας της 6^{ης} Ιουνίου 2008, αρμόζει να συνδυάσουμε τη καταδίκη με χρηματική ποινή 3.000 Ευρώ ημερησίως για κάθε παράβαση που θα διαπιστωθεί σε όλες ή μέρος των υποχρεώσεων οι οποίες αναφέρονται στην απόφαση μας.

44. Έχοντας υπόψη τους κανόνες αρμοδιότητας σε μία δικαστική διένεξη που παρουσιάζει στοιχείο αλλοδαπότητας, δεν είναι στη δικαιοδοσία μας να αποφασίσουμε ότι η απόφαση μας θα εφαρμοσθεί στην Ελληνική Επικράτεια, όπως ζητείται.

Η/ Τα δικαστικά έξοδα

45. Λαμβάνοντας υπόψη τη τύχη που επιφυλάσσονται στις αγωγές που διατυπώθηκαν εκατέρωθεν, η SG1 Hellas είναι ο μόνος διάδικος που ηττήθηκε.

46. Κατά συνδυασμένη εφαρμογή των άρθρων 1017 και 1022 του Δικαστικού Κώδικα είναι στη δικαιοδοσία της από τώρα και στο εξής να



No 89846

επιβαρυνθεί με τα δικαστικά έξοδα τα οποία η aisbl ορίζει στο ποσό των 10.000 Ευρώ ως αποζημίωση εξόδων διαδικασίας.

47. Η δικαστική διένεξη δεν εκτιμάται σε χρήματα με τρόπο ώστε επιτρέπεται στο διάδικο που κέρδισε την υπόθεση να ζητήσει ανώτατο ποσό 10.000 Ευρώ.

48. Απέναντι στη πολυπλοκότητα της υπόθεσης, η οποία έχει να κάνει τόσο με τη ποικιλία των επιχειρημάτων τα οποία έπρεπε να εξετασθούν όσο και με τη ταχύτητα με την οποία η SG1 Hellas απαίτησε να είναι, αρμόζει να επιδικασθεί το ποσό των 6.000 Ευρώ ως αποζημίωση εξόδων διαδικασίας.

ΓΙΑ ΤΟΥΣ ΛΟΓΟΥΣ ΑΥΤΟΥΣ

Εμείς ο Δικαστής DESSY, ο οποίος ορίστηκε για να αντικαταστήσει το Πρόεδρο του Πρωτοβάθμιου Δικαστηρίου των Βρυξελλών, με τη σύμπραξη του C. Vanbellingen, εξουσιοδοτημένο αναπληρωτή γραμματέα.

Έχοντας υπόψη το νόμο της 15^{ης} Ιουνίου 1935 για τη χρήση γλωσσών σε δικαστικά θέματα, κρίνοντας την υπόθεση με τη διαδικασία ασφαλιστικών μέτρων, κατ' αντιμωλία.

Δεχόμαστε τις αγωγές.

1.

Κηρύσσουμε τις κύριες αγωγές αβάσιμες. Απορρίπτουμε την sa (AE) SG1 Hellas.

2.

Κηρύσσουμε τις ανταγωγές βάσιμες.

Καταδικάζουμε την GS1 Hellas να συμμορφωθεί με την απόφαση αποβολής υπό την ιδιότητα της ως οργανισμός, μέλος της aisbl GS1, η οποία εκφωνήθηκε από τη Γενική Συνέλευση της aisbl GS1, την 21η Μαΐου 2008, στην αναμονή οριστικής απόφασης να λάβει χώρα επί της ουσίας σχετικά με την εγκυρότητα της ανωτέρω ειρημένης απόφασης αποβολής (αποκλεισμού).

Συνεπώς,

Απαγορεύουμε στην sa SG1 Hellas (AE), Ελληνικού Δικαίου, να παρουσιασθεί απέναντι κάθε τρίτου ως οργανισμός, μέλος της aisbl SG1.



ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

Απαγορεύουμε στην sa SG1 Hellas (ΑΕ), Ελληνικού Δικαίου, να χρησιμοποιήσει τα λεκτικά και απεικονιστικά σήματα GS1 όπως αυτά απεικονίζονται στο παράρτημα Α της σύμβασης άδειας σημάτων της 7^{ης} Νοεμβρίου 2005 και συγκεκριμένα χωρίς αυτή η λίστα να είναι περιοριστική, στην εταιρική της επωνυμία, στο site της internet, στο επιστολόχαρτο της με το τίτλο, στις σχέσεις της με τους πελάτες και τους προμηθευτές ή στις σχέσεις της με τις αρχές.

Καταδικάζουμε την sa SG1 Hellas (ΑΕ), Ελληνικού Δικαίου, στη πληρωμή χρηματικής ποινής 3.000 Ευρώ ημερησίως για κάθε παράβαση που θα διαπιστωθεί σε όλες ή μέρος των υποχρεώσεων που αναφέρονται ανωτέρω.

3.

Καταδικάζουμε την sa SG1 Hellas (ΑΕ), Ελληνικού Δικαίου να πληρώσει στην aisbl SG1 τα δικαστικά έξοδα τα οποία ορίζονται στο ποσό των 6.000 Ευρώ ως αποζημίωση εξόδων διαδικασίας.

Έτσι κρίθηκε και εκφωνήθηκε στη δημόσια ακρόαση της διαδικασίας των ασφαλιστικών μέτρων της 20^{ης} Ιουνίου 2008.

Υπογραφή

VANBELLINGEN

Υπογραφή

DESSY



ΕΠΙΣΗΜΗ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ - TRADUCTION OFFICIELLE - OFFICIAL TRANSLATION

No 89846

Παραγγέλλεται και εντέλλεται κάθε δικαστικός επιμελητής να εκτελέσει εφόσον του ζητηθεί την παρούσα δικαστική απόφαση, το παρόν βούλευμα.

Εισαγγελείς και Εισαγγελείς του Βασιλιά παρά τα Πρωτοβάθμια Δικαστήρια, Διοικητές και Αξιωματικοί της Δημόσιας Τάξης παραγγέλλεται να ενισχύσουν το δικαστικό επιμελητή (για την εκτέλεση) με κάθε νόμιμο τρόπο εφόσον ζητηθεί η βοήθεια τους

Προς απόδειξη των ανωτέρω, η παρούσα δικαστική απόφαση, το παρόν βούλευμα υπογράφηκε και σφραγίσθηκε με τη σφραγίδα του Δικαστηρίου.

Ακριβές επικυρωμένο αντίγραφο
Για τον Προϊστάμενο Γραμματείας

Ο Γραμματέας

Υπογραφή: J. BEECKMAN

Σφραγίδα του ΠΡΩΤΟΒΑΘΜΙΟΥ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟΥ ΤΩΝ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ.

ΠΡΩΤΟΒΑΘΜΙΟ ΔΙΚΑΣΤΗΡΙΟ ΤΩΝ ΒΡΥΞΕΛΛΩΝ

Ημερομηνία 27-06-08

JBC AP. 27881

16 Σελίδες X 2,85 Ευρώ

Πληρωμένα τέλη 45,60 Ευρώ

Ο Γραμματέας του Δικαστηρίου: Υπογραφή (δυσανάγνωστη)

Επικύρωση του αντίγραφου από τη Δικηγόρο ΧΡΙΣΤΙΝΑ Σ.
ΝΙΚΗΦΟΡΑΚΗ.

Ακριβής μετάφραση από το συνημμένο γαλλικό επικυρωμένο αντίγραφο.

Αθήνα, 10-07-08

Η μεταφράστρια Γ. ΠΑΛΛΑ.



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Επικυρώνεται το γνήσιο της
παραπάνω υπογραφής του μεταφραστή
του Υπουργείου Εξωτερικών ο οποίος
μετάφρασε το συννημένο κείμενο.
Η παρούσα επίσημη μετάφραση δεν έχει θέση
επικυρώσεως του μεταφρασθέντος εγγράφου.

Αθήνα,

11 ΙΟΥΛ. 2008

ΜΕ ΕΝΤΟΛΗ ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΥ
Ο Διευθυντής κ.α.β.



Αικατερίνη Δρακοπούλου
ΑΙΚΑΤΕΡΙΝΗ ΔΡΑΚΟΠΟΥΛΟΥ
Γραμματέας Α'